

dans le document intitulé « cadre de politique de réinstallation des populations », en date du 1^{er} décembre 2009, approuvé par l'association et publié sur le territoire du bénéficiaire le 11 décembre 2009.

29. L'expression « instrument de sauvegarde » désigne le CGES, le CPR, les évaluations d'Impact environnemental et social, les PGE y afférents, et les plans de réinstallation pour le projet .

30. Le sigle « SNDE » désigne la société nationale de distribution d'eau, l'entité légale placée sous la tutelle du MEH, chargée de la distribution d'eau en zone urbaine, constituée en vertu de la loi du bénéficiaire, N° 05-67 en date du 15 juin 1967 et le décret du bénéficiaire n° 84-401 en date du 23 avril 1984 approuvant et annexant les statuts de la SNDE, et opérant conformément à la législation du bénéficiaire.

31. Le sigle « SNE » désigne la société nationale d'électricité, l'entreprise du bénéficiaire responsable de la distribution de l'électricité sur le territoire du bénéficiaire, placée sous la tutelle du MEH et constituée et opérant conformément à la législation du bénéficiaire

32. « Formation » désigne les coûts raisonnables liés à la formation et la participation dans les ateliers au titre du projet, comprenant les voyages, coûts de subsistance pour les participants, les rémunérations des formateurs, location de locaux et d'équipements de formation, préparation et reproduction de matériel de formation, et autres coûts directement liés aux présentations ou préparation et réalisation des ateliers.

Section II. Modifications apportées aux conditions générales

Les modifications des conditions générales applicables aux crédits et aux dons de l'association, en date du 1^{er} juillet 2005 (assorties des modifications intervenues jusqu'au 15 octobre 2006) comme suit :

1. La section 2.07 est modifiée et se lit comme suit :

«Section 2.07. Refinancement de l'avance pour la préparation

Si l'accord de financement prévoit le remboursement sur les fonds du financement d'une avance consentie par l'association ou la banque (« avance pour la préparation») l'association, au nom du bénéficiaire, retire du compte de financement, à la date d'entrée en vigueur ou après cette date, le montant nécessaire pour rembourser le montant décaissé et non remboursé de l'avance et régler toutes les charges non payées y afférentes à la date de retrait du compte de financement. L'association verse le montant ainsi retiré à elle-même ou à la banque, selon le cas et annule le solde non décaissé de l'avance.

Le paragraphe (b) de la section 3.03 (Remboursement accéléré) est supprimé.

Les expressions et définitions ci-après stipulées dans l'appendice sont modifiées ou supprimées de la manière indiquée ci-après, et les nouvelles expressions et définitions stipulées ci-après sont ajoutées par ordre alphabétique (de la version anglaise) dans l'appendice, les différents termes étant renumérotés en conséquence :

a) L'expression « avance pour la préparation du projet » est modifiée et doit se lire « avance pour la préparation », et sa définition est modifiée et doit se lire comme suit : «L'expression «avance pour la préparation » désigne l'avance visée dans l'accord de financement et dont le remboursement est effectué conformément aux dispositions de la section 2.07. »

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA SOLIDARITE

Décret n° 2010 - 604 du 21 septembre 2010 portant organisation du ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2009-233 du 13 août 2009 fixant la réorganisation de la direction des études et de la planification au sein des ministères ;

Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2009-400 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité.

Décète:

Titre I : De l'organisation

Article premier : Le ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité comprend :

- le cabinet ;
- les directions rattachées au cabinet ;
- l'inspection générale
- les directions générales.

Chapitre 1 : Du cabinet

Article 2 : Placé sous l'autorité d'un directeur, le cabinet est l'organe de conception, de coordination, d'animation et de contrôle qui assiste le ministre dans son action.

Il est chargé de régler, au nom du ministre et par délégation, toutes les questions politiques, administratives et techniques relevant du ministère.

La composition du cabinet et les modalités de nomination de ses membres sont définies par la réglementation en vigueur.

Chapitre 2 : Des directions rattachées au cabinet

Article 3 : Les directions rattachées au cabinet sont :

- la direction de la coopération et de la communication ;
- la direction des études et de la planification.

Section 1 : De la direction de la coopération et de la communication

Article 4 : La direction de la coopération et de la communication est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- concevoir et mettre en œuvre les stratégies de coopération en matière d'affaires sociales, d'action humanitaire et de solidarité;
- participer à l'élaboration des programmes de coopération dans le cadre de la mise en œuvre des conventions, des accords et protocoles d'accord de partenariat ;
- promouvoir la coopération bilatérale et multilatérale ;
- assurer le suivi et l'évaluation des programmes de coopération ;
- concevoir et mettre en œuvre le plan de communication du ministère.

Article 5 : La direction de la coopération et de la communication comprend :

- le service de la coopération bilatérale;
- le service de la coopération multilatérale ;
- le service de la communication.

Section 2 : De la direction des études et de la planification

Article 6 : La direction des études et de la planification est régie par des textes spécifiques.

Chapitre 3 : De l'inspection générale

Article 7 : L'inspection générale, dénommée inspection générale des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, est régie par des textes spécifiques.

Chapitre 4 : Des directions générales

Article 8 : Les directions générales, régies par des textes spécifiques, sont :

- la direction générale des affaires sociales ;
- la direction générale de l'action humanitaire;
- la direction générale de la solidarité.

Titre II : Dispositions diverses et finales

Article 9 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre.

Article 10: Chaque direction centrale dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 11 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 21 septembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU - N'GUESSO

La ministre des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité,

Emilienne RAOUL

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS

Décret n° 2010 – 605 du 21 septembre 2010 portant attributions et organisation de l'inspection générale des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2009- 335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2009-400 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité ;

Vu le décret n° 2010-604 du 21 septembre 2010 portant organisation du ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité.

Décrète :

Titre I : Des attributions

Article premier : L'inspection générale des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de contrôle.

A ce titre, elle est chargée, notamment, de :

- contrôler l'application des textes législatifs, réglementaires et les administrations relevant du ministère ;
- contrôler l'application des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'action sociale, à la réadaptation, à l'action humanitaire et de solidarité ;
- contrôler la mise en œuvre des programmes d'ac-